

20.3 Banques - Assurances

La valeur ajoutée des **sociétés financières** diminue de nouveau en 2017. Cette baisse touche les **banques** comme les sociétés d'**assurance**.

En 2017, la valeur ajoutée des **intermédiaires financiers** continue de diminuer, davantage qu'en 2016 (– 10,1 % après – 3,8 % en 2016, dont – 10,7 % pour les seuls **établissements de crédit** après – 4,2 % en 2016). Cette baisse provient principalement du fort recul de la production de **services d'intermédiation financière indirectement mesurés** (Sifim ; – 16,2 %, – 7,9 milliards d'euros), du fait d'une diminution de la **marge globale d'intermédiation** de 21 points de base. Les marges d'intermédiation sur les crédits baissent fortement, pénalisées par la hausse des taux interbancaires alors même que la vague de renégociations des crédits immobiliers, entamée en 2016, se poursuit en 2017 et diminue le taux d'intérêt moyen sur les stocks de crédits octroyés. En revanche, la production facturée mesurée par les commissions augmente (+ 6,9 %) et représente désormais les deux tiers de la production totale. Le recul de la production de Sifim, conjugué à la hausse de la consommation intermédiaire (+ 6,7 %), conduit à une poursuite de l'érosion du **taux de marge** (au sens de la comptabilité nationale) qui se replie de 6,6 points en 2017 pour atteindre 30,2 %.

La valeur ajoutée des sociétés d'assurance, très mal orientée en 2016, continue de se replier en 2017, principalement du fait d'un

effet de périmètre : l'activité d'assurance à l'exportation garanties publiques de la Coface est désormais intégrée dans le compte de l'État. La production de services des sociétés d'assurance augmente de 0,7 % en valeur, après une baisse de 4,2 % en 2016. La hausse est principalement portée par les « autres activités » (+ 8,1 %) ainsi que, dans une moindre mesure, par la production d'assurance-vie (+ 2,8 %) et de réassurance (+ 2,2 %). L'assurance-vie est toujours un placement attractif en 2017 malgré des taux d'intérêts historiquement bas. La collecte nette reste positive, à hauteur de 7,2 milliards d'euros, en baisse de 9,9 milliards d'euros par rapport à 2016. Ce ralentissement s'explique intégralement par la collecte nette en supports d'euros qui devient négative pour la première fois depuis 2012 à – 12,8 milliards, en lien avec la lente décline des taux de rendements de 1,9 % en 2016 à 1,8 % en 2017. La hausse des cotisations d'assurance de biens et de responsabilité reste limitée en 2017. En effet, dans le contexte de la loi Hamon, entrée en vigueur en 2015, qui facilite les résiliations des contrats d'assurance, les assureurs préfèrent ne pas trop augmenter leur prix afin de conserver leurs clients. La production d'assurance dommages serait ainsi en retrait à – 2,2 %. En ce qui concerne les charges de prestations, elles augmentent sensiblement (+ 4,4 %) en raison notamment des aléas climatiques de l'année 2017 : + 11,9 % pour l'assurance habitation et + 13 % pour les risques de catastrophes naturelles. ■

Définitions

Assurance : engagement donné par contrat, par un assureur à un assuré, de le garantir en cas de survenance d'un événement incertain affectant sa personne, ses biens ou sa responsabilité. Cette garantie est donnée contre le paiement d'une cotisation.

Banque : catégorie d'établissements de crédit autorisée par la loi à réaliser toutes les opérations de banque. Les opérations de banque comprennent la collecte des fonds auprès du public, la réalisation d'opérations de crédit et l'offre de services bancaires de paiement (dont la délivrance de chèquiers).

Établissement de crédit, intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF), marge globale d'intermédiation, services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), sociétés financières, taux de marge, valeur ajoutée : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « Bulletin de la Banque de France – Moyens de paiement et monnaie fiduciaire », Banque de France, juillet-août 2018.
- « Les comptes de la Nation en 2017 – Le PIB accélère (+ 2,2 % après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.
- « Rapport annuel de l'ACPR 2017 », ACPR, mai 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Compte non financier des intermédiaires financiers

en milliards d'euros

	2016	2017	17/16 en %
Production (a)	133,5	131,4	- 1,5
Sifim (a1)	48,8	40,8	- 16,2
Production facturée (a2)	83,1	88,8	6,9
Production pour compte propre (a3)	1,6	1,7	9,5
Consommation intermédiaire (b)	67,8	72,3	6,7
Valeur ajoutée brute (c = a - b)	65,7	59,1	- 10,1
Salaires et cotisations sociales (y c. imputées) (d1)	34,5	34,9	1,0
Impôts liés à la production - subventions d'exploitation (d2)	7,1	6,4	- 9,9
Excédent brut d'exploitation (e = c - d1 - d2)	24,2	17,9	- 26,0
Intérêts reçus (f)	103,0	112,1	8,8
Dividendes reçus (g)	39,5	39,0	- 1,4
Bénéfices réinvestis d'investissements directs à l'étranger (nets) (h)	4,8	4,0	- 17,2
Autres revenus d'investissements (nets) (i)	- 19,4	- 18,7	3,7
Intérêts versés (j)	98,0	107,3	9,5
Dividendes versés (k)	18,2	20,4	11,9
Solde des revenus primaires (m)	35,8	26,6	- 25,8
Impôts courants (n)	7,4	7,9	5,5
Formation brute de capital fixe (q)	16,4	19,4	18,2
Autres transferts courants divers (nets) (r)	- 1,1	- 0,2	85,2
Autres postes (nets) (o)	1,6	4,6	185,2
Capacité de financement (s)	12,6	3,8	- 69,9
Ratios (en %)			
Taux de valeur ajoutée (c/a)	49,2	45,0	///
Part des Sifim dans la production (a1/a)	36,5	31,1	///
Part des services facturés dans la production (a2/a)	62,3	67,6	///
Taux de marge (e/c)	36,8	30,2	///
Taux d'investissement (q/c)	24,9	32,8	///

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

Compte non financier des sociétés d'assurance

en milliards d'euros

	2016	2017	17/16 en %
Production (a)	65,7	66,1	0,7
Assurance-vie (a1)	16,4	16,8	2,8
Assurance-dommages (a2)	35,1	34,4	- 2,2
Réassurance (a3)	7,0	7,2	2,2
Autres activités (logement, auxiliaires financiers, informatique) (a4)	7,2	7,8	8,1
Consommation intermédiaire (b)	53,8	55,2	2,7
Valeur ajoutée brute (c = a - b)	11,9	10,9	- 8,6
Salaires et cotisations sociales (y c. imputées) (d1)	10,1	10,4	2,8
Impôts liés à la production - subventions d'exploitation (d2)	1,4	1,1	- 20,8
Excédent brut d'exploitation (e = c - d1 - d2)	0,4	- 0,6	///
Solde des revenus primaires	8,1	- 0,1	///
Capacité / besoin de financement	- 0,2	- 8,3	///
Ratios (en %)			
Taux de valeur ajoutée (c/a)	18,1	16,5	///
Part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute (d1/c)	84,9	95,4	///

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Établissements de crédit agréés

Au 31 décembre	2016	2017
Banques	169	163
Banques mutualistes ou coopératives	87	82
Caisses de crédit municipal	18	18
Banques¹	274	263
Établissements de crédit spécialisés ²	80	76
Autres établissements ³	68	66
Total	422	405

1. Établissements habilités à traiter toutes opérations de banque.

2. Ex-sociétés financières à fin 2013.

3. Succursales d'établissements de crédit de l'Espace économique européen relevant du libre établissement.

Source : Banque de France.

Moyens de paiement de masse en 2017

	Opérations quotidiennes en millions	Montants quotidiens en milliards d'euros
Chèques	5,9	3,0
Virements	8,7	13,8
LCR et BOR ¹	0,3	0,8
Débets directs ²	0,0	0,0
Paiements par cartes ³	2,2	1,4
Retraits par cartes ³	32,3	0,1
Total	49,4	19,1

1. Lettre de change relevé et billet à ordre relevé. 2. Prélèvements, TIP et télétransferts. Les TIP et télétransferts ne sont plus utilisés depuis août 2016.

3. Y c. les paiements et les retraits effectués en France et à l'étranger avec des cartes interbancaires et privatives émises en France.

Source : Banque de France.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Titre de la double-page

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisés ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²		Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²	
		2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²			2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2	Transport	1 451	3,1	2,8
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1	Achats de véhicules	362	0,7	1,7
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4	Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5	Services de transport	288	2,0	1,1
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7	Communications	285	-4,2	-4,2
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3	Services postaux	17	3,8	3,8
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0
Tabac	188	2,7	6,0	Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0	Loisirs et culture	894	0,3	0,5
Habillement	357	0,1	0,0	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1	Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4	Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2	Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6	Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5	Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9	Éducation	4	1,2	0,6
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1	Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0	Restauration et cafés	587	1,4	1,2
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2	Services d'hébergement	165	2,4	2,0
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2	Autres biens et services	1 341	1,1	1,2
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9	Soins personnels	278	0,3	0,2
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0	Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4	Protection sociale	485	0,9	1,0
Santé	1 063	-0,2	0,5	Assurances	296	2,1	2,3
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7	Services financiers	38	2,5	2,2
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2	Autres services	125	0,9	1,1

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

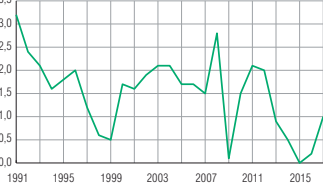
Hausses	17/16	Baisses	17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecins généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Essence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16		17/16
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Des graphiques d'illustration

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Titre du thème